

Rwanda : L'intervention militaire française après le vote de la résolution 929 Les réactions françaises

Le Monde, 24 juin 1994

Le président François Mitterrand est intervenu, « *longuement* », sur le Rwanda, au cours du conseil des ministres, mercredi 22 juin, avant de présider un conseil restreint consacré à ce dossier. La teneur des propos du chef de l'Etat n'a pas été rendue publique, mais le porte-parole du gouvernement, Nicolas Sarkozy, a indiqué qu'il n'y avait aucune divergence au sein de l'exécutif français au sujet de l'intervention française.

à « *cette aventure [qui] ne saurait résoudre aucun problème et ne pourrait qu'aggraver le sort tragique des populations concernées* ».

Mercredi après-midi, à l'Assemblée nationale, Alain Juppé, ministre des affaires étrangères, a pourtant reconnu qu'il y avait « *certaines critiques et oppositions* » à l'envoi de soldats français sur place, en particulier de la part des organisations humanitaires. C'est aussi le cas parmi les dirigeants politiques français. Les membres du RPR sont, certes, nombreux à s'être rangés aux arguments du gouvernement. « *On ne peut qu'approuver cette opération strictement humanitaire (...) en attendant l'arrivée des forces de l'ONU* », a ainsi déclaré, jeudi 23 juin sur Europe 1, leur chef de file, Jacques Chirac. Le président de l'UDF, Valéry Giscard d'Estaing, a précisé que la France ne devrait pas « *intervenir seule au Rwanda* » et que cette « *action internationale doit comporter une participation africaine* ».

Les députés socialistes semblaient, dans l'ensemble, prêts à approuver l'engagement de la France, avec quelques réserves. Regrettant son caractère « *tar-dif* », l'ancien ministre de l'action humanitaire, Bernard Kouchner, a néanmoins souligné la « *nécessité* » de cette intervention. En revanche, le PCF, par la voix d'André Lajoinie, s'est opposé vigoureusement